

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRANDANGOULEME**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 25 SEPTEMBRE 2025

Délibération n°2025.09.143.B

**Révision de la convention de prestation de service
"accompagnement santé partagé en crèche"**

LE VINGT CINQ SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT CINQ à 17 h 30, les membres du Bureau communautaire se sont réunis au siège de la communauté d'agglomération de GrandAngoulême - 25 boulevard Besson Bey à ANGOULEME suivant la convocation qui a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : 19 septembre 2025

Secrétaire de Séance: Hélène GINGAST

Membres en exercice: **26**

Nombre de présents: **22**

Nombre de pouvoirs: **3**

Nombre d'excusés: **1**

Membres présents :

Michel ANDRIEUX, Eric BIOJOUT, Xavier BONNEFONT, Michel BUISSON, Monique CHIRON, Gérard DESAPHY, Gérard DEZIER, François ELIE, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Michel GERMANEAU, Hélène GINGAST, Thierry HUREAU, Francis LAURENT, Michaël LAVILLE, Jean-Luc MARTIAL, Pascal MONIER, Isabelle MOUFFLET, François NEBOUT, Dominique PEREZ, Yannick PERONNET, Gérard ROY

Ont donné pouvoir :

Jean REVEREAULT à Thierry HUREAU, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU à François ELIE, Hassane ZIAT à Eric BIOJOUT,

Excusé(s):

Philippe VERGNAUD

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20250925-2025_09_143b-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/09/2025

Publication : 29/09/2025

BUREAU COMMUNAUTAIRE DU 25 SEPTEMBRE 2025

**DÉLIBÉRATION
N°2025.09.143.B**

Rapporteur : Madame GINGAST

**REVISION DE LA CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE "ACCOMPAGNEMENT
SANTE PARTAGE EN CRECHE"**

PROJET DE TERRITOIRE "GRANDANGOULEME VERS 2030"

Pilier : UN TERRITOIRE QUI REpond AUX BESOINS DE TOUS SES HABITANTS ET DE
SES COMMUNES

Ambition : ACCÈS DES FAMILLES AUX SCES DE PROXIMITÉ

Enjeux : [10202 -1) SERVICE ENFANCE JEUNESSE]

OBJECTIFS **DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE**



Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

ODD 1 : Prévention de la vulnérabilité, de la précarité / Protection sociale

ODD 3 : Santé environnementale / Sécurité sanitaire / Épanouissement

ODD 4 : Politique Enfance Jeunesse / Égalité des chances

ODD 10 : Politiques publiques d'égalité et de cohésion sociale / Intégration / Égalité des chances

Vu la délibération n°133 B du 20 octobre 2022 approuvant la convention type de prestation de service du service accompagnement santé partagé en crèche ;

Vu la délibération n°02 B du 16 janvier 2024 approuvant différents points de révision portant notamment sur la formule de calcul du montant des prestations, la valorisation et la facturation du bilan annuel, les modalités de paiement et de renouvellement de la convention ;

En application du décret n°2021-1131 du 30 août 2021, deux nouvelles missions ont été mises en place au sein des crèches :

- un référént santé accueil inclusif (RSAI) dans les crèches de toute nature (familiale ou collective) et de toute capacité d'accueil, pour accompagner et travailler en collaboration avec les équipes de ces structures, en matière de santé, de prévention et de handicap ;
- un accompagnant santé (AS), diplômé d'Etat de puériculture ou infirmier, dans les crèches collectives de 25 places et plus ainsi que les crèches familiales à partir de 30 places, en charge d'accompagner les autres professionnels de la crèche en matière de santé, de prévention et d'accueil inclusif.

Afin de répondre à ces nouvelles obligations, la mise en place par GrandAngoulême d'un service « accompagnement santé partagé » (ASP) est apparue comme une réponse aux difficultés de recrutement de personnel paramédical compte tenu du fractionnement des temps d'intervention dans les différentes crèches et de la tension de ces métiers sur le marché du travail.

Le service ASP de GrandAngoulême propose deux types de prestations :

- celle assurée au titre du référént santé accueil inclusif (RSAI),
- celle assurée au titre de l'accompagnant santé (AS).

Aussi, toute commune membre, peut bénéficier du service ASP, au titre de l'une, de l'autre ou des deux types de prestations, aux conditions et selon les modalités décrites dans une convention de prestation de service, laquelle est conclue, avec des dispositions identiques, de manière bipartite entre chaque commune et GrandAngoulême.

La convention de prestation de service « accompagnement santé partagé en crèche » précise notamment :

- les différentes missions du service ASP, qu'elles soient au titre du RSAI ou au titre de l'AS ;
- que l'intervenant de ce service ne pourra se substituer aux membres de l'équipe de la crèche, tant en direction qu'en encadrement auprès des enfants. Il ne pourra prendre aucune décision d'ordre médical ;
- que le ou les temps d'intervention du service ASP sont précisés selon les besoins de la commune signataire, ce ou ces temps étant exprimés en heures par an au titre des missions RSAI et en équivalent temps plein (ETP) au titre des missions AS, en référence au contenu du décret n°2021-1131 du 30 août 2021 ;
- que le coût de la prestation réalisée sera fixé pour la durée de la convention ;
- que la convention est établie pour une durée d'un an.

Pour répondre à la demande et aux besoins exprimés par certaines communes gestionnaires de crèche, il est proposé d'ajouter la possibilité de recourir à des interventions ponctuelles de la part des agents de ce service, en sus du temps conventionné, au contenu de la convention type de prestation de service "accompagnement santé partagé en crèche" avec les communes et GrandAngoulême.

Ainsi, au-delà du temps d'intervention précisé dans la convention, les communes pourront faire une demande de prestations supplémentaires. Pour cela, la sollicitation devra être formulée par écrit (mail ou courrier) auprès du responsable du service accompagnement santé partagé (ASP) de GrandAngoulême, en précisant notamment le nombre d'heures et le motif du besoin. Le service ASP de GrandAngoulême répondra à cette demande sous réserve des ressources disponibles.

De plus, fin 2025, les agents du service ASP seront formés et pourront animer des ateliers en santé environnementale, dits Nesting, dès 2026. Ces interventions spécifiques entreront alors dans le cadre de ces prestations supplémentaires sur sollicitation des communes ayant déjà conventionné au service ASP de GrandAngoulême.

Le montant de ces prestations dites supplémentaires sera établi de façon similaire à celui des prestations au titre du référént santé accueil inclusif, soit à partir du coût réel du salaire chargé des agents du service ASP, majoré de 11 %.

Je vous propose :

D'APPROUVER la nouvelle convention de prestation de service "accompagnement santé partagé en crèche" prenant en compte les différents points de révision mentionnés ci-dessus.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou toute personne dûment habilitée à signer les conventions, les avenants et tout autre document afférent.

D'IMPUTER les participations à l'article 70875 du budget principal.

Pour : 25 Contre : 0 Abstention : 0 Non votant : 0	APRES EN AVOIR DELIBERE LE BUREAU COMMUNAUTAIRE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE
---	---

Convention prestation de service

Accompagnement Santé Partagé en crèche

Entre :

La commune de, domiciliée

Et représentée par son Maire,

Ci-après ensemble dénommés « **la Commune** »,

Et

La Communauté d'Agglomération du GrandAngoulême, domiciliée 25 boulevard Besson
Bey, BP 357 16008 Angoulême cedex,

Et représentée par son Président, Monsieur Xavier BONNEFONT,

Ci-après dénommée « **GrandAngoulême** ».

*Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5216-7-1 et L.52115-27 ;
Vu le Décret n°2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements
d'accueil de jeunes enfants ;*

*Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles R2324-40, R2324-46-2 3°, 4° et 5° et R2324-
48-2 2°, 3° et 4° ;*

Vu la délibération du Bureau communautaire n°2022.10.133.B du 20/10/2022 ;

Vu la délibération du Bureau communautaire n°2024.01.02 B du 16/01/2024 ;

Vu la délibération du Bureau communautaire n°2025.09.xx B du 25/09/2025 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de n°..... du

ÉTANT PRÉALABLEMENT ÉNONCÉ QUE :

En application du décret n°2021-1131 du 30 août 2021, deux nouvelles missions doivent être mises en place au sein des crèches :

- un Référent Santé Accueil Inclusif (RSAI) dans les crèches de toute nature (familiale ou collective) et de toute capacité d'accueil, pour accompagner et travailler en collaboration avec les équipes de ces structures, en matière de santé, de prévention et de handicap ;
- un Accompagnant Santé (AS), diplômé d'Etat de puériculture ou infirmier, dans les crèches collectives de 25 places et plus et les crèches familiales à partir de 30 places, en charge d'accompagner les autres professionnels de la crèche en matière de santé, de prévention et d'accueil inclusif.

Afin de répondre à ces nouvelles obligations, la mise en place par GrandAngoulême d'un service « Accompagnement Santé Partagé » (ASP) apparaît comme une réponse aux difficultés de recrutement de personnel paramédical compte tenu du fractionnement des temps d'intervention dans les différentes crèches et de la tension de ces métiers sur le marché du travail.

Aussi, toute commune membre peut bénéficier du service ASP aux conditions et selon les modalités décrites dans la présente convention, laquelle est conclue, avec des dispositions identiques, de manière bipartite entre chaque commune et GrandAngoulême.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20250925-2025_09_143b-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/09/2025

Publication : 29/09/2025

ARTICLE 1. Objet

1.1 - La présente convention a pour objet de fixer les modalités administratives, techniques et financières du bénéfice par la Commune du service ASP de GrandAngoulême.

1.2 - Simples prestations de service, les dispositions de la présente convention ne sauraient être interprétées comme entraînant un transfert de compétence des communes à GrandAngoulême concernant l'accompagnement des professionnels de santé ou des enfants dans les crèches et plus généralement de la gestion de ces dernières.

ARTICLE 2. Nature et étendue des prestations réalisées par GrandAngoulême

2.1 Nature des prestations

Le service ASP de GrandAngoulême propose deux types de prestations :

- celle assurée au titre du Référent Santé Accueil Inclusif (RSAI).
- celle assurée au titre de l'Accompagnant Santé (AS).

Chaque commune, signataire de la présente convention, pourra bénéficier de l'une, de l'autre ou des deux types de prestations dont les missions sont décrites au 2.1.1 et 2.1.2 ci-après.

2.1.1 – La prestation du Référent Santé Accueil Inclusif

La prestation assurée par le service ASP au titre du RSAI porte sur les missions suivantes :

- Information, sensibilisation et conseil auprès de la direction et des équipes de la crèche en matière de santé du jeune enfant ;
- Accompagnement des équipes pour l'accueil des enfants en situations de handicap, atteints de maladie chronique ou présentant un problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière ;
- Organisation d'actions de prévention, d'éducation à la santé et participation au repérage des enfants en dangers ou susceptibles de l'être.

Ces missions s'exerceront en lien avec l'équipe de direction de chaque structure et, au cas échéant, avec l'accompagnant santé.

Elles relèvent de l'accompagnement, de la collaboration et de la prévention. Le Référent Santé Accueil Inclusif ne pourra se substituer à aucun des membres de l'équipe de la crèche, tant en direction qu'en encadrement auprès des enfants.

Il ne pourra prendre aucune décision d'ordre médical.

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, le Référent Santé Accueil Inclusif est soumis au secret médical et à la discrétion professionnelle. Il disposera d'un ordinateur portable et d'un téléphone portable.

2.1.2 – La prestation de l'Accompagnant Santé

La prestation assurée par le service ASP au titre de l'AS porte sur les missions suivantes :

- contribution à la coordination du parcours de l'enfant tout au long de son accueil, en particulier en ce qui concerne les enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique ou à besoins spécifiques ;
- conduite d'une démarche de prévention globale auprès des enfants, des familles et des professionnels et mise en œuvre d'actions spécifiques en soutien à la parentalité ;

- facilitation et veille à la mise en œuvre des protocoles et procédures dans le domaine de la santé.

Ces missions s'exerceront en lien avec le Référent Santé Accueil Inclusif et l'équipe de direction de chaque structure.

Elles relèvent de l'accompagnement, de la collaboration et de la prévention. L'Accompagnant Santé ne pourra se substituer à aucun des membres de l'équipe de la crèche, tant en direction qu'en encadrement auprès des enfants.

Il ne pourra prendre aucune décision d'ordre médical et se soumettra aux consignes transmises par le Référent Santé Accueil Inclusif ou indiquées sur les protocoles et procédures mis en place au sein de la structure d'accueil.

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, l'Accompagnant Santé est soumis au secret médical et à la discrétion professionnelle. Il disposera d'un ordinateur portable et d'un téléphone portable.

2.2 – Etendue de la prestation

2.2.1 – Au titre du Référent Santé Accueil Inclusif

Le temps d'intervention du service ASP, pour la Commune, sur les missions spécifiques du RSAI est de heures par an, dont un minimum de heures par trimestre.

En sus de ce temps d'intervention, un temps de bilan annuel de 2 heures est ajouté, pour les collectivités ayant recours seulement et uniquement aux missions de Référent Santé Accueil Inclusif du service ASP. Ces 2 heures seront facturées selon les dispositions financières du coût des prestations au titre du Référent Santé Accueil Inclusif, précisées à l'article 5.1.1 de cette convention.

Au-delà du temps d'intervention précisé ci-dessus et pour répondre à des besoins d'accompagnement spécifiques, la Commune peut faire une demande de prestations supplémentaires. Pour cela, la sollicitation devra être formulée par écrit (mail ou courrier) auprès du responsable du service ASP de GrandAngoulême en précisant notamment le nombre d'heures et le motif du besoin. Le service ASP de GrandAngoulême répondra à cette demande sous réserve des ressources disponibles.

Ainsi l'animation d'ateliers de santé environnementale, dits Nesting, entre dans le cadre de ces prestations supplémentaires.

GrandAngoulême veillera à équilibrer les prestations entre les différentes communes signataires, dans l'objectif d'aménager au mieux l'ensemble des temps d'intervention du Référent Santé Accueil Inclusif Partagé dans les différentes structures concernées (déplacements, temps d'intervention concentrés pour gagner en efficience et en investissement).

2.2.2 – Au titre de l'Accompagnant Santé

Le temps d'intervention du service ASP, pour la Commune, sur les missions spécifiques de l'AS est de ETP.

GrandAngoulême veillera à équilibrer les prestations entre les différentes communes signataires, dans l'objectif d'aménager au mieux l'ensemble des temps d'intervention de

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20250925-2025_09_143b-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/09/2025

Publication : 29/09/2025

l'Accompagnant Santé Partagé dans les différentes structures concernées (déplacements, temps d'intervention concentrés pour gagner en efficacité et en investissement).

ARTICLE 3. Engagements de la commune

3.1 – Au sein de chaque crèche, les personnes référentes pour le service ASP sont celles constituant l'équipe de direction.

En complément, la Commune désigne un conseiller communal référent de la ou des crèche.s dont elle assure la gestion, en vue notamment de faire le bilan et l'évaluation annuelle des prestations réalisées au titre de la présente convention.

Nom de l'Élu référent :
Tél : Courriel :

3.2 - Pour le bon déroulement des interventions, au sein de chaque structure, la Commune s'engage à permettre au service ASP de :

- accéder aux dossiers des enfants et parents (numérique et/ou papier),
- occuper des salles de réunion,
- disposer d'un poste de travail (non exclusif) composé d'une table ou d'un bureau et d'une chaise ou d'un fauteuil de bureau, à proximité de prises électriques,
- le cas échéant, disposer d'un accès internet.

3.3 - La Commune s'engage à communiquer à GrandAngoulême toutes les informations et documents nécessaires à la bonne réalisation de la prestation, objet de la présente convention.

3.4 - La commune s'engage à informer GrandAngoulême de ses souhaits d'intervention du service ASP pour l'année N+1, au plus tard 4 mois avant la fin de l'année N.

ARTICLE 4. Engagements de Grand Angoulême

GrandAngoulême s'engage à :

- mettre en place les moyens adéquats pour l'exécution de la présente convention ;
- informer la Commune et la ou les structure.s en cas d'annulation d'une ou de plusieurs interventions. Dans cette éventualité, les parties feront tout leur possible pour en planifier au plus vite de nouvelles ;
- assurer la stricte confidentialité de l'ensemble des faits et des informations dont ses agents et intervenants auront connaissance au cours de l'exécution de la présente convention, plus particulièrement des informations concernant les enfants et les familles fréquentant les structures ;
- mettre en place une réunion annuelle de bilan et d'évaluation des interventions du service ASP avec l'ensemble des communes qui en sont bénéficiaires.

ARTICLE 5. Dispositions financières

5.1 – Coût des prestations et modalités de prise en charge

5.1.1 – Au titre du Référent Santé Accueil Inclusif

Le montant de la prestation sera établi à partir du coût réel du salaire chargé des agents du service ASP, au prorata du temps d'intervention conventionné. Il sera majoré de 11% pour

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20250925-2025_09_143b-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/09/2025
Publication : 29/09/2025

tenir compte des charges indirectes liées au poste (gestion RH, gestion administrative, informatisation, frais et temps de mobilité...).

Le montant des prestations dites supplémentaires sera similaire.

De cette somme, seront déduites les heures non réalisées au titre de la prestation du RSAI auprès de la commune, notamment en cas d'absence ou d'empêchement des agents.

A cet effet, GrandAngoulême établira des plannings hebdomadaires d'intervention qui seront validés à l'issue de chaque trimestre par l'apposition de la signature du représentant de la Commune au regard des interventions effectivement réalisées.

5.1.2 - Au titre de l'Accompagnant Santé

Le montant de la prestation sera établi à partir du coût réel du salaire chargé des agents du service ASP, au prorata du temps d'intervention conventionné. Il sera majoré de 10% pour tenir compte des charges indirectes liées au poste (gestion RH, gestion administrative, informatisation...).

De cette somme, seront déduites les heures non réalisées au titre de la prestation de l'AS auprès de la commune, notamment en cas d'absence ou d'empêchement des agents.

A cet effet, GrandAngoulême établira des plannings hebdomadaires d'intervention qui seront validés à l'issue de chaque trimestre par l'apposition de la signature du représentant de la Commune au regard des interventions effectivement réalisées.

5.2 – Modalités de paiement

5.2.1 - Les sommes dues par chaque commune au titre de l'année N feront l'objet d'un titre de recette émis par GrandAngoulême au cours de la première quinzaine de décembre de l'année N.

Le montant du titre de recette représentera le coût des interventions réalisées par le service ASP de janvier à novembre et des interventions prévisionnelles en décembre dans les crèches communales au titre de l'année civile N. Une régularisation pourrait avoir lieu en décembre de l'année N+1, si les interventions prévisionnelles de décembre de l'année N n'auraient pu être réalisées en totalité.

Dans le cas particulier où une collectivité ne renouvelerait pas de convention en année N+1, la régularisation aura lieu au cours du 1^{er} trimestre de l'année N+1.

5.2.2 - Les Communes s'engagent à acquitter les sommes dues dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre de recette afférent.

ARTICLE 6 : Modifications

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant dûment approuvé entre les parties.

ARTICLE 7 : Prise d'effet – Durée

La présente convention prend effet à compter du pour une durée de un (1) an et est reconductible tacitement pour la même durée.

ARTICLE 8 : Résiliation

8-1 – D'un commun accord

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties par l'échange de courriers simples convenant de la date de prise d'effet de la résiliation et de ses conséquences éventuelles.

8-2 – Pour faute

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par une partie en cas d'inexécution par l'autre de ses obligations.

La résiliation deviendra effective un (1) mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, exposant les motifs de la plainte, à moins que, dans ce délai, la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement constitutif d'un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

8.3 – Pour motif d'intérêt général

La présente convention pourra être résiliée par chacune des parties pour motif d'intérêt général. La résiliation sera effective un (1) mois après réception par l'autre partie de la demande de résiliation dûment adressée par la partie qui s'en prévaut en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – Différends - Litiges

En cas de différend sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, les parties s'engagent à privilégier toute voie amiable de règlement du litige notamment en recourant, autant que de besoin, à la procédure de médiation prévue par l'article L. 213-1 et suivants du Code de justice administrative.

Fait à ANGOULEME, le
(en trois(3) exemplaires originaux)

Pour la Commune		Pour GrandAngoulême